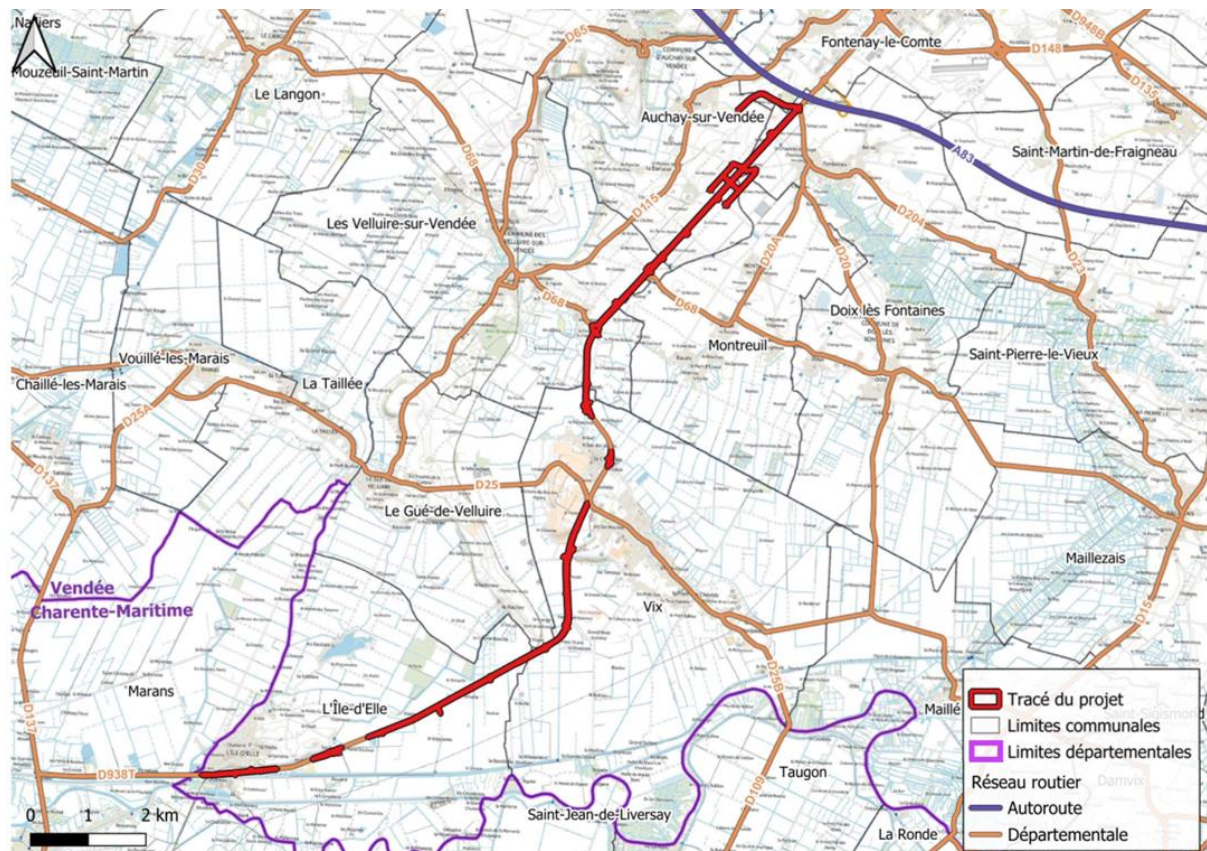


REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA VENDEE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VENDEE



ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

Relative au projet d'aménagement de la route départementale 938 Ter entre Fontenay-le-Comte et le département de Charente-Maritime, incluant la demande d'autorisation environnementale, l'utilité publique des travaux d'aménagement, la mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme de Fontenay-Le-Comte, de Veuille, de Vix, et de l'Île d'Elle, du classement et déclassement des voiries concernées par l'opération, la demande de dérogation exceptionnelle relative aux espèces et aux habitats protégés.

Réalisée du 26 janvier au 25 février 2026

Conclusions motivées et avis de la commission d'enquête relatifs à la mise en compatibilité des Plan Locaux d'Urbanisme de Fontenay-le-Comte, de Les Veuille-sur-Vendée, de Vix et de L'Île-d'Elle

Commission d'enquête composée de :

Messieurs Jean-Yves ALBERT (Président), Jean-Jacques FERRE et Dominique SERIN

Destinataires :

Monsieur le Préfet de la Vendée

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes

Conclusions motivées et avis, mise en compatibilité des PLU de Fontenay-le-Comte, Veuille-sur-Vendée, de Vix, L'Île-d'Elle

Sommaire

1	GÉNÉRALITÉS	3
1.1	Objet de la mise en compatibilité	3
1.2	Appréciation des documents concernés	4
1.3	Compatibilité avec les orientations des documents d'urbanisme	4
1.4	Prise en compte de l'environnement et des procédures associées	5
2	DEROULEMENT DE L'ENQUETE	5
2.1	Information du public	5
2.2	Observations du public et des personnes publiques associées et consultées	5
3	CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE	5
4	FORMALISATION DE L'AVIS.....	6

1 GÉNÉRALITÉS

Le projet d'aménagement de la RD 938 Ter s'inscrit dans le Sud-Est du département de la Vendée, sur un axe structurant reliant la commune de Fontenay-le-Comte à L'Île-d'Elle, en continuité vers le département de la Charente-Maritime. Cet itinéraire constitue un maillon du réseau routier départemental, assurant la liaison entre le bassin de vie et d'emplois de Fontenay-le-Comte et les territoires du Sud Vendée ainsi que de l'arrière-pays rochelais.

Le projet consiste en l'aménagement de la RD 938 Ter avec la création de 10 créneaux de dépassement complétés par la mise en œuvre de 12 carrefours de type tourne-à-gauche sécurisés et de 2 giratoires ainsi que l'aménagement de la traversée de l'Île d'Elle.

Par décision E 25000241/85 en date du 18 novembre 2025, le Président du tribunal administratif de Nantes, a désigné, pour la conduite de l'enquête publique unique, une commission d'enquête. Cette commission est composée de : Monsieur Jean-Yves ALBERT, en qualité de Président ; Monsieur Jean-Jacques FERRE, et Monsieur Dominique SERIN en qualité de membres titulaires, Madame Anne-Claire MAUGRION en tant que membre suppléante.

Le préfet de la Vendée, par arrêté n° 2025-DCPATE-714 du 12 décembre 2025, a organisé l'enquête publique unique portant sur :

- L'utilité publique du projet d'aménagement de la RD 938 Ter,
- La mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme de Fontenay-le-Comte, de Velluire, de Vix et de l'Île-d'Elle,
- Le classement et déclassement des voies concernées par l'opération,
- La demande d'autorisation environnementale,
- La demande de dérogation relative aux espèces et aux habitats protégés.

L'enquête publique unique s'est déroulée du lundi 26 janvier 2026 à 9h00 (heure d'ouverture de l'EP) au mercredi 25 février 2026 à 17h00 (heure de clôture de l'EP). Pendant toute la durée de l'EP le public a pu déposer ses observations ou propositions sur les registres d'EP déposés en Mairies, sur le registre dématérialisé dédié à l'enquête, par courriel à l'adresse dédiée ou par courrier adressé au siège de l'enquête.

Le rapport est commun aux cinq objets de cette enquête. En revanche, il est établi cinq conclusions. Le présent document concerne uniquement les conclusions motivées et avis sur la mise en compatibilité des Plan Locaux d'Urbanisme.

1.1 Objet de la mise en compatibilité

La présente enquête publique unique porte, notamment, sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes traversées par le projet d'aménagement de la RD 938 Ter entre Fontenay-le-Comte et la limite du département de la Charente-Maritime.

Cette procédure est rendue nécessaire afin de permettre la réalisation d'un projet déclaré d'intérêt général, consistant en l'aménagement de la RD 938 Ter par la création de dix créneaux de dépassement successifs, l'aménagement et la sécurisation de quatorze carrefours, sans création d'infrastructure nouvelle ni déviation du tracé existant

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, la mise en compatibilité doit se limiter aux adaptations strictement nécessaires des règles d'urbanisme en vigueur, sans remise en cause de l'économie générale des documents concernés.

1.2 Appréciation des documents concernés

L'analyse du dossier montre que l'ensemble des documents d'urbanisme des communes traversées a été examiné de manière détaillée, commune par commune, dans le respect du cadre réglementaire applicable :

Il ressort de cet examen que :

- plusieurs documents (PLU de Doix-lès-Fontaines, de Montreuil, cartes communales d'Auchay-sur-Vendée et du Gué-de-Velluire) ne nécessitent pas de mise en compatibilité, le projet étant autorisé au regard de leurs dispositions actuelles ;
- les mises en compatibilité requises concernent exclusivement les PLU de Fontenay-le-Comte, de Les Velluire-sur-Vendée, de Vix et de L'Île-d'Elle, portent principalement sur :
 - des modifications ponctuelles de zonage ou de règlement écrit en zones agricoles ou naturelles,
 - la création ou l'adaptation d'emplacements réservés strictement liés aux emprises du projet,
 - des ajustements limités d'éléments protégés, notamment l'alignement d'arbres à Fontenay-le-Comte.

Ces évolutions apparaissent ciblées, proportionnées et exclusivement destinées à permettre la réalisation du projet routier tel que présenté dans le dossier d'enquête.

1.3 Compatibilité avec les orientations des documents d'urbanisme

Il ressort de l'analyse que les modifications proposées ne remettent pas en cause les orientations générales des projets d'aménagement et de développement durables (PADD) des documents concernés.

Le projet s'inscrit dans les objectifs de :

- sécurisation des déplacements,
- amélioration de la desserte locale,
- amélioration de la fluidité du trafic,
- maintien des équilibres agricoles et ruraux.

Les secteurs concernés correspondent majoritairement à des espaces agricoles ou à des emprises routières existantes, sans ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation ni modification substantielle des choix d'aménagement communaux ou intercommunaux.

Les documents ont été mis en compatibilité sur les éléments suivants :

- Fontenay le Comte : le PLU de Fontenay-le-Comte doit être mis en compatibilité avec le projet vis-à-vis de l'alignement d'arbres impactés et par l'ajout d'un emplacement réservé (ER n° R2 - Aménagement de la RD 938T - surface 10 103 m² - CD 85)
- Velluire : le PLU de Velluire doit être mis en compatibilité avec le projet sur deux points : la modification du règlement écrit (zone Nh) et la création d'un nouvel ER (ER n° 4 - Aménagement de la RD 938T - surface 92 500 m² – CD 85)
- Vix : Le PLU de Vix doit être mis en compatibilité pour permettre de prendre en compte deux points : modification du règlement écrit (Zone A et Av) et création d'un nouvel ER (ER n° 20 - Aménagement de la RD 938T - surface 98 400 m² - CD 85)
- L'Île d'Elle : le PLU de la commune de L'Île-d'Elle doit être mis en compatibilité avec le projet sur deux points : modification du règlement écrit (Zone A et Ar) et création d'un nouvel ER (ER n° 15 - Aménagement de la RD 938T - surface 87 900 m² - CD 85).

1.4 Prise en compte de l'environnement et des procédures associées

Les incidences environnementales liées aux mises en compatibilité ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'impact globale du projet, conformément aux dispositions issues de la loi Grenelle II et du Code de l'urbanisme.

Lorsque cela était nécessaire, les mises en compatibilité ont fait l'objet d'une évaluation environnementale spécifique, démontrant que le projet retenu est celui de moindre impact, notamment pour les communes de Les Velluire-sur-Vendée et de L'Île-d'Elle.

Les éventuelles contraintes réglementaires (servitudes, abords de monuments historiques, continuités écologiques, gestion hydraulique) sont identifiées et feront l'objet des procédures complémentaires prévues, en particulier dans le cadre de l'autorisation environnementale.

2 DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2.1 Information du public

La publicité réglementaire de l'enquête a été mise en œuvre en application de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-714 du 12 décembre 2025.

- **Presse** : l'avis d'ouverture de l'EP a été publié par annonce légale dans les quotidiens « Ouest France » et « l'écho de l'Ouest » les 9 et 30 janvier 2026
- **Internet** : l'avis d'ouverture de l'EP a été consultable sur le site internet des services de l'Etat en Vendée à, l'adresse : www.vendee.gouv.fr et sur le site internet du registre dématérialisé : www.registre-dematerialise.fr/
- **Affichage** : l'avis d'ouverture de l'EP a été affiché, quinze jours avant son ouverture et pendant toute la durée de celle-ci, dans les communes concernées. Le Maître d'ouvrage a également procédé à l'affichage de l'avis d'EP sur 51 sites dans le périmètre de l'opération. Cette formalité a été constatée le 12 janvier 2026 par Maître Julien Bouquet Huissier de Justice.

Le dossier complet (papier et version numérique) a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête. Celui-ci a eu toute latitude pour faire valoir ses observations, propositions ou contre-propositions tant sur les registres papiers, registre numérique que par courriel ou courrier postal.

2.2 Observations du public et des personnes publiques associées et consultées

Aucune contribution ni observation n'ont été recueillie au cours de l'enquête publique relative à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

Les avis des personnes publiques associées et consultées n'ont fait apparaître aucune opposition de principe à la mise en compatibilité, sous réserve de recommandations techniques ou réglementaires, intégrées ou appelées à l'être dans les suites du projet.

3 CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

La Commission d'enquête, ayant rédigé son rapport après avoir pris en compte l'ensemble des pièces du dossier soumis au public par le Conseil départemental de la Vendée, les observations des Personnes Publiques Associées et Consultées, les résultats de l'enquête consignés dans les registres déposés en mairies, est en mesure de conclure et de donner un avis motivé.

Au vu de l'ensemble des éléments du dossier, la Commission d'enquête considère que :

- l'enquête s'est parfaitement déroulée conformément à la réglementation,
- l'information du public a été parfaitement effectuée,
- le dossier d'enquête était complet,
- la mise en compatibilité des documents d'urbanisme nécessaire à la mise en œuvre du projet d'aménagement de la RD 938 Ter a été réalisée,
- les modifications proposées sont strictement limitées aux besoins du projet et ne portent pas atteinte à l'économie générale des documents d'urbanisme concernés,
- le projet est compatible avec les orientations des PADD et les objectifs de développement traduit dans chacun des PLU des territoires traversés,
- s'agissant d'une enquête publique unique traitant de plusieurs thématiques, les registres de l'enquête publique ne comportent aucune opposition de principe exprimée à la mise en compatibilité des PLU des communes concernées.

Nota : la Commission d'enquête a émis un avis favorable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet objet de l'enquête unique, la DUP entraînant de fait la mise en compatibilité des documents d'urbanisme concernés.

4 Formalisation de l'avis

En conséquence, la Commission d'enquête émet un « AVIS FAVORABLE » à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Fontenay-le-Comte, de Velluire, de l'Île-d'Elle et de Vix, telle que présentée dans le dossier soumis à enquête publique.

Fait à La Roche sur Yon le 25 mars 2026

Le Président de la Commission d'Enquête



Jean-Yves ALBERT

Les Commissaires Enquêteurs



Jean-Jacques FERRE



Dominique SERIN